



Décision n° 2018- 226

autorisant des travaux et des installations
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment ses articles 7, 15 et 21,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juin 2018,

Considérant que la route du col de la Cayolle est ouverte à la circulation publique des véhicules en application de l'article 21 du décret n°2009-486,

Considérant que cette route est un itinéraire touristique faisant l'objet d'une large promotion à l'échelle des deux départements concernés, depuis les panneaux routiers installés dans les vallées jusqu'aux guides touristiques toutes éditions, tous formats et publics concernés,

Considérant que chaque année, entre 10 et 15 manifestations publiques sont autorisées à se dérouler sur la partie de la route du col de la Cayolle comprise dans le cœur du parc national, pour un effectif de participants oscillant entre 1000 et 2000 personnes ou véhicules,

Considérant que la circulation des véhicules dans un but « touristique » ou « sportif » s'ajoute à la fréquentation usuelle de la route, constituant un axe essentiel de désenclavement et de mise en relation des vallées de l'Ubaye et du Haut-Var,

Considérant les opérations régulières d'entretien ou de travaux destinés à maintenir voire à améliorer les conditions de circulation des véhicules sur cette route,

Considérant a contrario, la pente, l'étroitesse et la sinuosité de la route, ainsi que les conditions météorologiques parfois extrêmes pouvant fortement influencer sur les conditions de sécurité routière,

Considérant que la gestion de cette route et des conditions de circulation des véhicules ne peut pas être pertinente et qualitative sur le long terme sans qu'un constat objectif et partagé de la fréquentation y soit dressé,

Considérant que la mesure de cette fréquentation relève d'une nécessité pour l'Établissement public du Parc national, afin de contribuer à l'adaptation des modalités de gestion de la route tout en garantissant des conditions optimales de sécurité pour tous les usagers, en réduisant les risques de collisions avec la faune sauvage et les nuisances sonores liées à la circulation routière,

Décide :

Article 1 :

L'Établissement public du parc national du Mercantour, représenté par son directeur Monsieur VIRET Christophe et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à installer deux compteurs routiers en bordure de la route d'accès au col de la Cayolle (commune d'Entraunes et d'Uvernet-Fours) située pour partie dans le cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. L'installation du support du boîtier de comptage sera réalisée à un emplacement dénué de toute station d'espèce floristique patrimoniale.

3.2. L'installation du support du panneau solaire sera réalisée de manière déportée sur les espaces de pelouses adjacents sur un emplacement dénué de toute station d'espèce floristique patrimoniale et de sorte à ce que l'équipement ne soit pas visible depuis la route.

3.3. Le boîtier de comptage et le panneau solaire seront retirés chaque année dès que l'état d'enneigement de la route ne permettra plus la circulation des véhicules terrestres à moteur ; ils seront remis en place sur leurs supports dès que l'état d'enneigement ne constituera plus un obstacle à la circulation desdits véhicules.

3.4. A l'échéance de la présente décision et sauf renouvellement explicite, l'intégralité du dispositif, mâts de support compris, devra être retirée et évacuée du cœur du Parc national.

Article 4 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 6 :

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par la réglementation en vigueur.

Article 7 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 19 juin 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER